

ASSEMBLÉE NATIONALE

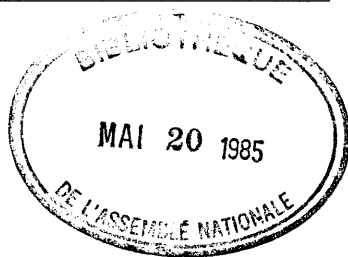
CINQUIÈME SESSION

TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 41

Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les affaires sociales

Présentation



**Présenté par
M. Guy Chevrette
Ministre des Affaires sociales**

**Éditeur officiel du Québec
1985**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi modifie la Loi sur l'assurance-maladie dans le but de permettre au gouvernement de fixer par règlement l'âge des bénéficiaires en ce qui a trait à certains services optométriques. Il modifie aussi la Loi sur la Commission des affaires sociales par concordance avec les modifications de la Loi sur la protection de la santé publique, lesquelles établissent, pour les personnes qui subissent un préjudice à la suite d'une vaccination, une indemnisation selon les barèmes établis en vertu de la Loi sur l'assurance automobile et de ses règlements.

Ce projet de loi abroge la Loi sur les exhibitions publiques puisque les personnes incapables de donner un consentement valide sont déjà protégées par la Loi sur la protection de la santé publique.

Ce projet de loi modifie également le nom du ministère des Affaires sociales de façon à ce que le nouveau nom corresponde mieux à sa vocation réelle.

Il modifie en outre la Loi sur la protection de la jeunesse pour préciser que l'obligation pour le directeur de la protection de la jeunesse de saisir le tribunal existe également lorsque les parents se retirent d'une entente visant l'application de mesures volontaires.

Par ailleurs, la Loi sur les services de santé et les services sociaux est modifiée afin que les centres d'accueil puissent être financés à même les deniers publics pour les services fournis à des adolescents qui lui sont confiés conformément à la Loi sur les jeunes contrevenants et pour prévoir que la contribution financière des parents établie en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux s'applique également dans le cas de ces adolescents hébergés.

Enfin, le projet de loi apporte des modifications d'ordre technique à certaines de ces lois.

Projet de loi 41

Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les affaires sociales

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

LOI SUR L'ASSURANCE-MALADIE

1. L'article 3 de la Loi sur l'assurance-maladie (L.R.Q., chapitre A-29) est modifié par l'addition, à la fin du paragraphe *c* du premier alinéa, de ce qui suit: «ainsi que les services requis en matière d'orthoptique pour le compte de tout bénéficiaire dont l'âge est fixé à ces fins par règlement. ».

2. L'article 69 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin du paragraphe *g*, des mots «et fixer l'âge des bénéficiaires des services requis en matière d'orthoptique;».

LOI SUR LA COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

3. L'article 21 de la Loi sur la Commission des affaires sociales (L.R.Q., chapitre C-34) est modifié par l'insertion, après le paragraphe *j*, du suivant:

«*j.1*) les appels concernant l'indemnisation des victimes de vaccination, logés en vertu de l'article 16.7 de la Loi sur la protection de la santé publique (L.R.Q., chapitre P-35);».

4. L'article 28 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne du premier alinéa, après le «*h.1*», de ce qui suit: «*j* et *j.1*,».

LOI SUR LES EXHIBITIONS PUBLIQUES

5. La Loi sur les exhibitions publiques (L.R.Q., chapitre E-21) est abrogée.

LOI SUR LE MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES

6. Le titre de la Loi sur le ministère des Affaires sociales (L.R.Q., chapitre M-23) est remplacé par le suivant:

**« LOI SUR LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ
ET DES SERVICES SOCIAUX ».**

7. L'article 1 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, des mots « aux affaires sociales » par les mots « à la santé et aux services sociaux ».

8. L'article 2 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **2.** Le ministre a pour fonctions d'élaborer et de proposer au gouvernement des politiques relatives à la santé et aux services sociaux. ».

9. L'article 3 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du paragraphe *d* par le suivant:

« *d*) favoriser l'étude et la recherche scientifique dans le domaine de la santé et des services sociaux; »;

2° par le remplacement du paragraphe *f* par le suivant:

« *f*) promouvoir la participation des individus et des groupes à la détermination des moyens de satisfaire leurs besoins dans le domaine de la santé et des services sociaux; »;

3° par le remplacement du paragraphe *i* par le suivant:

« *i*) établir des normes applicables en matière de services, d'équipement, de finance et de personnel dans l'utilisation des subventions accordées par le gouvernement dans le domaine de la santé et des services sociaux, et en surveiller l'utilisation; »;

4° par le remplacement du paragraphe *j* par le suivant:

« *j*) assurer l'organisation et le maintien des établissements dans le domaine de la santé et des services sociaux, lui-même ou par un tiers; ».

LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE

10. L'article 33.1 de la Loi sur la protection de la jeunesse (L.R.Q., chapitre P-34.1) est modifié par la suppression de la deuxième ligne.

11. L'article 53.1 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **53.1** Le directeur doit saisir le Tribunal lorsque l'enfant âgé de 14 ans ou plus, ou ses parents, se retirent de l'entente et que la sécurité ou le développement de l'enfant demeure compromis. ».

12. L'article 57.2 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin du paragraphe *b*, de ce qui suit: «ou à ses parents;».

LOI SUR LA PROTECTION DE LA SANTÉ PUBLIQUE

13. La Loi sur la protection de la santé publique (L.R.Q., chapitre P-35) est modifiée par l'insertion, après l'article 16, de la section suivante:

« SECTION III.1

« INDEMNISATION DES VICTIMES DE VACCINATION

« **16.1** Dans la présente section, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

a) « victime »: la personne vaccinée, la personne qui contracte la maladie d'une personne vaccinée ou le fœtus de l'une ou l'autre de ces personnes, ou, s'il y a décès, la personne qui a droit à une indemnité de décès;

b) « dommage corporel »: dommage permanent grave, physique ou mental, incluant le décès.

« **16.2** Le ministre indemnise, sans égard à la responsabilité de quiconque, toute victime d'un dommage corporel suite à une vaccination volontaire contre une maladie déterminée par règlement ou suite à une vaccination obligatoire déterminée en vertu de l'article 8.

« **16.3** Les règles prévues à la Loi sur l'assurance automobile (L.R.Q., chapitre A-25) et à ses règlements s'appliquent au calcul de l'indemnité prévue à l'article 16.2 compte tenu des adaptations nécessaires.

« **16.4** Le droit à une indemnité, en vertu de la présente section, se prescrit par trois ans à compter de la date de la vaccination et, dans le cas d'une indemnité de décès, à compter de la date de ce décès.

« **16.5** La victime peut, en outre, exercer une poursuite civile contre toute personne responsable des dommages corporels.

« **16.6** Le ministre est subrogé de plein droit aux droits et actions de la victime contre le responsable du dommage jusqu'à concurrence du montant de l'indemnité qu'il a versé ou du capital représentatif des rentes qu'il est appelé à verser.

« **16.7** Un réclamant qui se croit lésé par une décision rendue par le ministre en vertu des articles 16.2 et 16.3 peut interjeter appel de cette décision à la Commission des affaires sociales qui dispose de l'appel selon ses règles de preuve, de procédure et de pratique.

« **16.8** Un appel ne suspend pas le paiement d'une indemnité versée sous forme de rente.

« **16.9** Les montants nécessaires à l'application de la présente loi sont payés à même le fonds consolidé du revenu. ».

14. L'article 34 de cette loi, modifié par l'article 117 du chapitre 47 des lois de 1984, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin du premier alinéa, des mots « ou de l'article 69 selon le cas. ».

15. L'article 59 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne du premier alinéa, des mots « avec celle-ci sans délai » par les mots « sans délai avec le médecin responsable ».

16. L'article 69 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du paragraphe *g* par le suivant:

« *g*) établir, après consultation du Bureau de l'Ordre des médecins du Québec, quelles sont les maladies à déclaration obligatoire au sens de l'article 4, les maladies à immunisation obligatoire au sens de l'article 8, les maladies à traitement obligatoire au sens de l'article 10 et les maladies visées à l'article 16.2; »;

2° par l'insertion, après le paragraphe *g*, du suivant:

« *g.1*) déterminer les conditions auxquelles doit se soumettre la personne qui réclame une indemnité prévue à la section III.1; ».

LOI SUR LES SERVICES DE SANTÉ
ET LES SERVICES SOCIAUX

17. L'article 152 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5) est modifié par le remplacement du premier alinéa par les suivants:

« **152.** Un centre d'accueil ne peut recevoir des sommes provenant du fonds consolidé du revenu ou versées par un centre de services sociaux pour des services fournis à des enfants ou à des adolescents qui ne lui ont pas été confiés par l'entremise d'un centre de services sociaux ou conformément à la Loi sur la protection de la jeunesse (L.R.Q., chapitre P-34.1) ou à la Loi sur les jeunes contrevenants (Statuts du Canada, 1982, chapitre 110).

Lorsque le placement d'un adolescent est effectué conformément à la Loi sur les jeunes contrevenants, la contribution pour un bénéficiaire mineur établie suivant l'article 159 de la présente loi s'applique, et toute personne de qui elle peut être exigée est tenue de la payer à moins d'être exonérée du paiement de celle-ci conformément aux dispositions des articles 160 et 162. ».

18. L'article 157 de cette loi est abrogé.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

19. Dans toutes les lois ainsi que leurs textes d'application, dans les contrats ou autres documents, les expressions « ministre des Affaires sociales », « sous-ministre des Affaires sociales » et « ministère des Affaires sociales » sont remplacées respectivement par les expressions « ministre de la Santé et des Services sociaux », « sous-ministre de la Santé et des Services sociaux », et « ministère de la Santé et des Services sociaux ».

20. Le ministère de la Santé et des Services sociaux est autorisé à employer tout document ou moyen d'identification déjà préparé au nom du ministère des Affaires sociales jusqu'à ce qu'il les remplace par des documents ou des moyens d'identification préparés à sa nouvelle dénomination.

21. Dans les cas où la cause d'action des victimes de vaccination a pris naissance avant le (*inscrire ici la date d'entrée en vigueur de la présente loi*), la prescription prévue à l'article 16.4 de la Loi sur la protection de la santé publique, édicté par l'article 15 de la présente loi, ne commence à courir qu'à compter de cette dernière date.

22. La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

23. L'article 15 a effet depuis le 1^{er} janvier 1970 et l'article 19 depuis le 2 avril 1984.

24. La présente loi entre en vigueur le (*inscrire ici la date de la sanction de la présente loi*).